

F. 87 — 77

Arrêté royal n° 488 fixant à titre exceptionnel des mesures spécifiques en vue d'assurer la viabilité des entreprises des secteurs nationaux

—  
RAPPORT AU ROI  
—

Sire,

L'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, confère au Roi le pouvoir de prendre toutes mesures nécessaires en vue d'assurer la viabilité des entreprises des secteurs nationaux.

Ces secteurs sont profondément affectés par l'évolution au niveau mondial. Des producteurs nouveaux apparaissent et livrent une concurrence redoutable à nos entreprises.

Celles-ci doivent, dès lors, impérativement poursuivre des programmes d'assainissement comportant notamment une réduction des coûts sociaux.

Le souhait de Votre Gouvernement est que cette contribution du personnel à l'effort de redressement soit le résultat d'une convention collective. A défaut d'une telle convention, le présent arrêté vise à permettre une modération salariale spécifique en vue d'assurer la viabilité de ces entreprises.

Il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

Commentaire des articles

L'article 1<sup>er</sup> permet au Roi de préciser le champ d'application du présent arrêté.

L'article 2 définit les concepts de rémunérations, d'indemnités et d'avantages qu'il faut prendre en considération.

L'article 3 stipule que nonobstant toute convention contraire, l'employeur peut, par dérogation, prendre des mesures visant à la modération salariale.

L'article 4 définit également les modalités en matière de durée hebdomadaire du travail par rapport à celles fixées au 31 décembre 1986.

L'article 5 stipule que le présent arrêté entre en vigueur au 31 décembre 1986.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très fidèle  
et très respectueux serviteur,  
Le Ministre des Affaires économiques,  
Ph. MAYSTADT

—  
AVIS DU CONSEIL D'ETAT  
—

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 16 décembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 488 « prenant à titre exceptionnel des mesures spécifiques en vue d'assurer la viabilité des entreprises des secteurs nationaux », a donné le 18 décembre 1986 l'avis suivant :

I. Fondement légal

1. L'arrêté en projet, qui s'appliquera aux entreprises des secteurs nationaux désignées par le Roi, prévoit une double mesure. Il permet à l'employeur de réduire ou de supprimer les avantages autres que la rémunération, acquis en vertu d'une activité professionnelle dont la date normale de paiement se situe après le 31 décembre 1986 (article 3). En outre, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1987, la durée du travail pourra être prolongée jusqu'à la durée prévue comme durée maximum par une convention collective de travail sans que cela puisse donner lieu à une augmentation de la rémunération, à moins qu'il ait été convenu d'une réduction de la masse salariale par convention collective (article 4).

Les deux mesures doivent contribuer à la viabilité des entreprises visées et trouvent dès lors leur fondement légal dans l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, de la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986.

N. 87 — 77

Koninklijk besluit nr. 488 tot uitzonderlijke vaststelling van specifieke maatregelen tot verzekering van de leefbaarheid van de ondernemingen in de nationale sectoren

—  
VERSLAG AAN DE KONING  
—

Sire,

Artikel 1, 7<sup>o</sup>, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, machtigt de Koning ertoe alle nodige maatregelen te nemen ten einde de leefbaarheid van de ondernemingen in de nationale sectoren te verzekeren.

Die sectorën zijn sterk getroffen door de evolutie op wereldvlak. Nieuwe producenten verschijnen en leveren een geduchte concurrentiestrijd tegen onze ondernemingen.

Deze laatste zijn dan ook genoodzaakt saneringsprogramma's toe te passen met onder meer een verlaging van de sociale kosten.

Uw Regering wenst dat deze bijdrage van het personeel tot het streven naar herstel het resultaat is van een collectieve overeenkomst. Bij gebrek aan een dergelijke overeenkomst is dit besluit erop gericht een specifieke loonmatiging mogelijk te maken ten einde de leefbaarheid van deze ondernemingen zeker te stellen.

Met het advies van de Raad van State werd rekening gehouden.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1 biedt de mogelijkheid aan de Koning om het toepassingsgebied van dit besluit te omschrijven.

Artikel 2 omschrijft de begrippen loon, vergoedingen en voordelen die in aanmerking dienen te worden genomen.

Artikel 3 bepaalt dat de werkgever, ongeacht elke strijdige overeenkomst, bij afwijking maatregelen mag nemen met het oog op de loonmatiging.

Artikel 4 omschrijft eveneens de modaliteiten wat de wekelijkse arbeidsduur betreft ten opzichte van deze die op 31 december 1986 werden vastgelegd.

Artikel 5 bepaalt dat dit besluit in werking treedt op 31 december 1986.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Economische Zaken,  
Ph. MAYSTADT

—  
ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE  
—

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 16 december 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 488 « tot uitzonderlijke vaststelling van specifieke maatregelen tot verzekering van de leefbaarheid van de ondernemingen uit de nationale sectoren », heeft op 18 december 1986 het volgend advies gegeven :

I. Rechtsgrond

1. Het ontwerp, dat van toepassing zal zijn op de ondernemingen uit de nationale sectoren die de Koning zal aanwijzen, voorziet in twee maatregelen. De werkgever kan de krachtens de tewerkstelling verworven voordelen, andere dan het loon, die normaal na 31 december 1986 op betaaldag komen, verminderen of afschaffen (artikel 3). Bovendien kan vanaf 1 juli 1987 de arbeidsduur worden verlengd tot de duur die in een collectieve arbeidsovereenkomst als maximumduur is bepaald zonder dat dit tot een verhoging van het loon aanleiding mag geven, tenzij collectief over een vermindering van de loonsom is overeengekomen (artikel 4).

Beide maatregelen moeten bijdragen tot de leefbaarheid van de betrokken ondernemingen en vinden aldus hun rechtsgrond in het bepaalde in artikel 1, 7<sup>o</sup>, van de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986.

2. Les règles contenues dans le projet sont des mesures qui, par définition, se rapportent aux entreprises des secteurs qui relèvent de l'autorité nationale. Selon l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, 4<sup>o</sup>, alinéa 2, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, de telles règles ne peuvent être établies qu'après consultation des Exécutifs régionaux.

Selon le fonctionnaire délégué, ces avis ont été demandés mais ne sont pas encore en possession du Gouvernement.

Il va sans dire que l'arrêté en projet ne pourra intervenir valablement qu'après que les avis visés auront été donnés.

La suite de l'avis doit se lire sous cette réserve.

## II. Examen du texte

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> laisse au Roi le soin de définir le champ d'application de l'arrêté en projet.

La définition du champ d'application est un élément essentiel de la réglementation. Une délégation telle que celle qui est formulée à l'article 1<sup>er</sup> n'entre pas dans les pouvoirs que le Roi emprunte à la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986. Pour être conciliable avec cette loi, la délégation doit être complétée par l'indication des critères qui seront déterminants pour la fixation concrète du champ d'application de l'arrêté en projet.

### Article 3

Le projet confère à l'employeur, le cas échéant, un pouvoir particulièrement large pour supprimer ou réduire les avantages visés. Dans la rédaction actuelle du texte, il s'agit d'une décision souveraine de l'employeur qui peut être prise sans que soit prévue quelque concertation, consultation ou participation; toute latitude est, en effet, laissée à l'employeur pour décider de ce qui est nécessaire ou non, en la matière, pour sauvegarder la viabilité de l'entreprise.

Par ailleurs, le texte ne permet pas de déterminer si la mesure envisagée s'appliquera à l'ensemble des travailleurs de l'entreprise ou seulement à une partie d'entre eux.

### Article 4

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, il y a lieu de lire : « ... die leidt tot een gelijkwaardige vermindering van de loonsom van de onderneming... ».

L'effet réducteur « équivalent » requiert un terme de comparaison, que l'on ne retrouve pas à l'alinéa 1<sup>er</sup>. On s'interroge dès lors sur les modalités et les critères selon lesquels sera déterminé « l'effet réducteur équivalent » requis par le projet.

### Article 5

Tout comme la définition du champ d'application, la détermination de l'entrée en vigueur constitue, dans le cas d'une réglementation établie en vertu d'une loi de pouvoirs spéciaux, une règle qui relève de l'essence de la réglementation même et qui ne peut être arrêtée que pendant la période pour laquelle les pouvoirs spéciaux ont été conférés, c'est-à-dire avant le 31 décembre 1986.

Il y a lieu dès lors de revoir l'article 5 et de le compléter par l'indication de la date à laquelle l'arrêté entrera en vigueur.

La chambre était composée de :

M. H. Coremans, président de chambre;

M. J. Vermeire; Mme S. Vanderhaegen, conseillers d'Etat;

Mme M. Benard, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. Vanderhaegen.

Le rapport a été présenté par M. E. Haesbrouck, auditeur adjoint.

Le greffier,  
M. Benard.

Le président,  
H. Coremans.

31 DECEMBRE 1986. — Arrêté royal n° 488 fixant à titre exceptionnel des mesures spécifiques en vue d'assurer la viabilité des entreprises des secteurs nationaux

BAUDOIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, et 3, § 2,

2. De regels vervat in het ontwerp zijn maatregelen die bij bepaling op de ondernemingen uit sectoren die behoren tot het nationaal beleid, betrekking hebben. Naar luid van artikel 6, § 1, VI, 4<sup>o</sup>, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1986 tot hervorming der instellingen, kunnen zodanige regels niet worden vastgesteld dan na raadpleging van de Gewestexecutieven.

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn die adviezen gevraagd, doch nog niet in het bezit van de Regering.

Het hoeft geen betoog dat het ontwerp niet rechtsgeldig kan worden vastgesteld dan nadat de bedoelde adviezen gegeven zijn.

Het verder advies moet met dat voorbehoud worden gelezen.

## II. Onderzoek van de tekst

### Artikel 1

Artikel 1 laat aan de Koning over het loopassingsgebied van het besluit in ontwerp te bepalen.

De omschrijving van het toepassingsgebied is een essentieel deel van de regeling. Een delegatie als in artikel 1 gesteld, behoort niet tot de bevoegdheid welke de Koning aan de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986 ontleent. Om met die wet bestaanbaar te zijn moet de delegatie worden aangevuld met de aanduiding van de criteria die voor de concrete vaststelling van het toepassingsgebied bepalend zijn.

### Artikel 3

Aan de werkgever wordt in voorkomend geval een bijzonder ruime macht verleend om de bedoelde voordelen af te schaffen of te verminderen. Zoals de tekst is gesteld gaat het om een soevereine beslissing van de werkgever, zonder dat in enig overleg, enige raadpleging of enige inspraak wordt voorzien; aan de werkgever wordt inderdaad overgelaten te oordelen over hetgeen ter zake al dan niet nodig is om de leefbaarheid van de onderneming te vrijwaren.

Bovendien kan uit de tekst niet worden afgeleid of de beoogde maatregel van toepassing is op de geheelheid van de werknemers van de onderneming, dan wel zich tot een deel ervan kan beperken.

### Artikel 4

In het tweede lid leze men : « ... die leidt tot een gelijkwaardige vermindering van de loonsom van de onderneming... ».

Een « gelijkwaardige » vermindering vereist een vergelijkingspunt. In het eerste lid vindt men dat vergelijkingspunt niet terug. Bijgevolg moet de vraag worden gesteld op welke wijze en volgens welke criteria het voorhanden zijn van de vereiste « gelijkwaardige vermindering » zal worden vastgesteld.

### Artikel 5

Zoals de omschrijving van het toepassingsgebied is, voor een regeling die krachtens een bijzondere machtenwet wordt vastgesteld, de bepaling van de inwerkingtreding een essentiële regel van de regeling zelf die maar kan genomen worden binnen het tijdvak waarvoor de bijzondere bevoegdheid is toegekend, dit is vóór 31 december 1986.

Artikel 5 moet derhalve worden herzien en aangevuld met de datum waarop het besluit in werking treedt.

De kamer was samengesteld uit :

De heer H. Coremans, kamervoorzitter;

De heer J. Vermeire; Mevr. S. Vanderhaegen, staatsraden;

Mevr. M. Benard, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. Vanderhaegen.

Het verslag werd uitgebracht door de heer E. Haesbrouck, adjunct-auditeur.

De griffier,  
M. Benard.

De voorzitter,  
H. Coremans.

31 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit nr. 488 tot uitzonderlijke vaststelling van specifieke maatregelen tot verzekering van de leefbaarheid van de ondernemingen in de nationale sectoren

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 7<sup>o</sup>, en 3, § 2;

Vu l'avis du Comité ministériel pour les secteurs nationaux en région wallonne;

Vu l'avis du « Ministerieel Comité voor de nationale sectoren in het Vlaamse gewest »;

Vu les avis des Exécutifs régionaux;

Vu l'urgence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux entreprises des secteurs nationaux qui bénéficient de subventions et qui sont désignées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> rémunération : la rémunération définie à l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs;

2<sup>o</sup> avantages : les avantages de toute nature autres que la rémunération que les travailleurs, administrateurs et commissaires obtiennent en raison ou à l'occasion de leur activité professionnelle.

**Art. 3.** En vue d'assurer la viabilité de l'entreprise, par dérogation aux conventions collectives ou individuelles, l'employeur peut, après en avoir préalablement informé le conseil d'entreprise ou la délégation syndicale, réduire ou supprimer les avantages, en ce compris les gratifications et primes de fin d'année, dont la date normale de paiement se situe après le 31 décembre 1986.

**Art. 4.** A partir du 1<sup>er</sup> juillet 1987, la durée hebdomadaire du travail est augmentée jusqu'à celle prévue par la convention collective de travail fixant pour le secteur la durée hebdomadaire maximum, sans que cette augmentation puisse entraîner une augmentation de la rémunération hebdomadaire y afférente.

L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable si une convention collective de travail ayant un effet réducteur équivalent sur la masse salariale de l'entreprise est conclue avant le 1<sup>er</sup> juin 1987.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur ce jour.

**Art. 6.** Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 31 décembre 1986.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,  
Ph. MAYSTADT

F. 87 — 78

Arrêté royal n° 489 portant diverses dispositions relatives aux participations et créances des pouvoirs publics dans les secteurs nationaux

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet qui est soumis ci-joint à la signature de Votre Majesté s'appuie sur l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Il contient un certain nombre de dispositions d'ordre technique qui doivent permettre au Gouvernement d'exécuter, s'il échet, son plan de « recyclage » des interventions publiques dans les entreprises des secteurs industriels relevant de la politique nationale (les charbonnages, la construction et la réparation navales, l'industrie du verre creux d'emballage, l'industrie textile et la sidérurgie). Ce plan consiste essentiellement en ce que de nouvelles interventions dans ces secteurs seraient financées au moyen de l'ensemble des produits des participations et créances (notamment intérêts, dividendes, remboursements de prêts et d'avances, rachat et cession d'actions, droits de tirage accordés, produits de liquidations, dissolutions forcées ou concordats) de la S.N.S.N. et de l'Etat depuis le 30 juin 1983 et provenant des interventions au profit des entreprises des secteurs relevant de la politique nationale et des holdings de reconversion et, le cas échéant, par le nantissement de ces participations et créances.

Gelet op het advies van het Ministerieel Comité voor de nationale sectoren in het Vlaamse gewest;

Gelet op het advies van het « Comité ministériel pour les secteurs nationaux en région wallonne »;

Gelet op de adviezen van de Gewestexecutieven;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de ondernemingen in de nationale sectoren die toelagen genieten en bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit zijn aangeduid.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1<sup>o</sup> loon : het loon omschreven in artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers;

2<sup>o</sup> voordelen : de voordelen van alle aard andere dan het loon dat de werknemers, beheerders en commissarissen bekomen omwille of ter gelegenheid van hun beroepsactiviteit.

**Art. 3.** Ten einde de leefbaarheid van de onderneming te verzekeren mag de werkgever, in afwijking van de collectieve of individuele overeenkomsten en na voorafgaande voorlichting van de ondernemingsraad of de vakbondsafvaardiging, de voordelen, met inbegrip van de gratificaties en eindejaarstoelagen waarvan de normale betalingsdatum na 31 december 1986 valt, verminderen of afschaffen.

**Art. 4.** Van 1 juli 1987 af wordt de wekelijkse arbeidsduur opgevoerd tot die welke bepaald werd bij de collectieve arbeidsovereenkomst die de wekelijkse maximumduur voor de sector vaststelt, zonder dat die verlenging tot een verhoging van het weekloon mag leiden.

Het eerste lid is niet toepasselijk wanneer een collectieve arbeidsovereenkomst, die leidt tot een gelijkwaardige vermindering van de loonmassa van de onderneming, wordt afgesloten vóór 1 juni 1987.

**Art. 5.** Dit besluit treedt heden in werking.

**Art. 6.** Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 31 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,  
Ph. MAYSTADT

N. 87 — 78

Koninklijk besluit nr. 489 houdende diverse bepalingen betreffende de deelnemingen en vorderingen van de overheid in de nationale sectoren

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp dat hierbij ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, is gesteund op artikel 1, 7<sup>o</sup>, van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Het bevat een aantal veeleer technische bepalingen die het de Regering moeten mogelijk maken om, desgevallend, gestalte te geven aan haar plan tot « recyclage » van de overheidstegemoetkomingen aan ondernemingen in de industriële sectoren van nationaal beleid (de steenkoolmijnen, de scheepsbouw en scheepsherstelling, de glasverpakkingsnijverheid, de textielnijverheid en de staalnijverheid). Dit plan komt in wezen hierop neer dat nieuwe steuninterventies in deze sectoren zouden worden gefinancierd met het geheel der opbrengsten van de deelnemingen en vorderingen (inzonderheid interesten, dividend, terugbetalingen van leningen en voorschotten, afkoop en overdracht van aandelen, verleende trekkingsrechten, opbrengst van liquidaties, verplichte ontbindingen of concordaten) van de N.M.N.S. en de Staat sedert 30 juni 1983 en afkomstig van de tegemoetkomingen aan ondernemingen in sectoren die behoren tot het nationaal beleid en aan reconversieholdings en gebeurlijk door inpandgeving van deze deelnemingen en vorderingen.